

La Cour suprême a trahi Trump mais tout n'est pas perdu, on a jusqu'au 6 janvier !

écrit par Christine Tasin | 13 décembre 2020



[Les dernières options de l'équipe Trump pour empêcher le coup d'état](#)

Les avocats de l'équipe juridique du président Donald Trump, Rudy Giuliani et Jenna Ellis, ont indiqué vendredi que l'équipe envisageait d'intenter des procès séparés devant les tribunaux de

district à la suite du rejet par la Cour suprême des États-Unis d'un procès intenté par le Texas pour contester les résultats des élections de 2020 dans quatre États du champ de bataille.

Dreuz a besoin de vous : Le journalisme indépendant ne reçoit aucune aide d'Etat. Dreuz.info ne peut pas exister sans votre soutien financier. Pour contribuer en utilisant votre carte de crédit (sans vous inscrire à Paypal), cliquez sur ce lien [Paypal.Dreuz](#), et indiquez le montant de votre contribution. Nous vous remercions.

Les deux avocats ont également appelé les tribunaux à faire preuve de courage pour autoriser les audiences sur les poursuites.

Les juges de la plus haute cour du pays ont rejeté vendredi dernier la demande de l'État du Texas de poursuivre la Pennsylvanie, la Géorgie, le Michigan et le Wisconsin. Ils ont estimé que le Texas n'avait pas la capacité juridique d'engager des poursuites en vertu de la Constitution parce qu'il n'a pas montré un intérêt valable à intervenir dans la manière dont les autres États gèrent leurs élections.



Dans une interview accordée à Newsmax, Giuliani a qualifié la décision du tribunal de « terrible erreur ».

Ainsi que Rudy Giuliani l'affirme sur NewsMax, « C'est loin d'être fini! »

« Fondamentalement, les tribunaux disent qu'ils veulent rester en dehors de cela, qu'ils ne veulent pas nous donner une audience, qu'ils ne veulent pas que le peuple américain entende les faits », a déclaré l'ancien maire de New York. « Ces faits resteront une plaie ouverte dans notre histoire à moins qu'ils ne soient résolus. Ils doivent être entendus, ils doivent être diffusés et quelqu'un doit décider s'ils sont vrais ou faux. Et certains tribunaux vont devoir avoir le courage de prendre cette décision ».

« L'affaire n'a pas été rejetée sur le fond, elle l'a été sur la qualité pour agir », a déclaré M. Giuliani. « La réponse à cela est de porter l'affaire devant le tribunal de district par le président par certains des électeurs alléguant les mêmes faits où il y aurait qualité pour agir et donc obtenir une audience. »

« Rien ne nous empêche de porter immédiatement ces affaires devant le tribunal de district, où le président aurait qualité pour agir », a-t-il poursuivi. « Certains des électeurs auraient le droit de se présenter dans la mesure où leurs droits constitutionnels ont été violés. »



Ellis, conseiller juridique principal de la campagne Trump, a déclaré à Newsmax qu'il y a toujours une « ligne d'attaque ».

« Le maire (Giuliani) a dit que nous avons envisagé de déposer une plainte séparée au tribunal de district parce qu'il est évident que le président lui-même aurait qualité pour agir. Il est étonnant de penser que ces autres États, ces électeurs qui sont privés du droit de vote, ne le feraient pas », a-t-elle déclaré.

Elle a signalé que l'équipe a encore du temps jusqu'au 6 janvier, date à laquelle le Congrès comptera officiellement les votes du Collège électoral.

« Cette date en janvier. C'est la date la plus importante. Et la Cour suprême l'a reconnu », a-t-elle dit. « Nous avons encore du temps, les législatures des états ont encore du temps pour faire ce qui est juste. Ils peuvent s'informer, ils peuvent tenir des audiences, ils peuvent réclamer leurs délégués, et ils devraient et j'espère que maintenant toutes les preuves que nous avons apportées lors de ces audiences leur donneront l'inspiration et le courage dont ils ont besoin pour agir ».

Ellis a déclaré que ce qui s'est passé est « un échec moral » dans les trois branches du gouvernement.

« D'abord, il y a le pouvoir exécutif. Le problème, c'est qu'ils ont changé les règles. Nous le savons, nous avons des preuves évidentes qui le montrent », a-t-elle déclaré. « Ensuite, les législateurs des États – il y en a un nombre important dans les États balbutiants qui veulent faire ce qui est juste, ils veulent exercer leur autorité de l'article II, mais c'est le leadership qui refuse de faire ce qui est constitutionnellement approprié ».

Elle a qualifié la décision de la Cour suprême de « fantaisie politique ».

« Comment ils ont pu transmettre cela, je pense que c'est choquant. Je pense que c'est moralement scandaleux », a-t-elle déclaré.

« Je pense que quelle que soit l'issue de cette affaire, nous allons continuer à faire ce qu'il faut », a ajouté Mme Ellis. « Le président Trump est courageux, il défend la vérité, la Constitution, l'intégrité des élections, et c'est toujours un combat qui vaut la peine d'être mené ».

M. Giuliani a souligné la nécessité pour les tribunaux d'entendre les preuves déposées par les procès contestant les

résultats des élections.

« Ces faits doivent être entendus », a-t-il déclaré. « Parce que ce genre de fraude électorale peut continuer si elle n'est pas étouffée dans l'œuf ». Si nous ne nous y opposons pas, si nous permettons aux grands médias, aux grandes entreprises technologiques, aux politiciens démocrates et à l'élite de Washington – si nous leur permettons de passer outre, la situation va s'aggraver et s'aggraver encore.

« C'est le pire de notre histoire jusqu'à présent, et il faut y mettre un terme. Et je pense que la seule personne qui a le courage de s'y opposer est Donald Trump. Nous n'avons pas fini, croyez-moi ».

Le procès du Texas, intenté le 8 décembre, alléguait que les États défendeurs de Géorgie, Michigan, Pennsylvanie et Wisconsin, avaient illégalement modifié les lois électorales en violation de la clause électorale de la Constitution des États-Unis, ce qui aurait entraîné des irrégularités de vote et ouvert la voie à la fraude en raison de la suppression des protections de l'intégrité des bulletins de vote prévues par la loi de l'État.

Le président est actuellement confronté à un certain nombre de contestations judiciaires devant les tribunaux fédéraux et d'État, dont certaines sont en passe d'être portées devant la Cour suprême des États-Unis. Plusieurs procès intentés par des tiers et par l'avocat Sidney Powell sont également en cours dans le système judiciaire.

Le démocrate Joe Biden a déclaré sa victoire à l'élection présidentielle et les médias l'ont qualifié de « président élu ». L'Epoch Times ne déclarera pas un vainqueur de l'élection présidentielle de 2020 tant que tous les résultats n'auront pas été certifiés et que les éventuelles contestations judiciaires n'auront pas été résolues.

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Traduction

de Pierre Rehov pour [Dreuz.info](https://www.dreuz.info).

Source

:

https://www.theepochtimes.com/trumps-legal-team-considering-alternate-options-after-supreme-court-rejects-texas-election-suit_3615140.html

<https://www.dreuz.info/2020/12/12/les-dernieres-options-de-leguip-trump-pour-empecher-le-coup-detat/>